



Économie et société, Pénurie de main-d'œuvre, Numérisation

Croissance de l'État: pas besoin d'une tronçonneuse, ***mais d'un frein***

25.10.2025

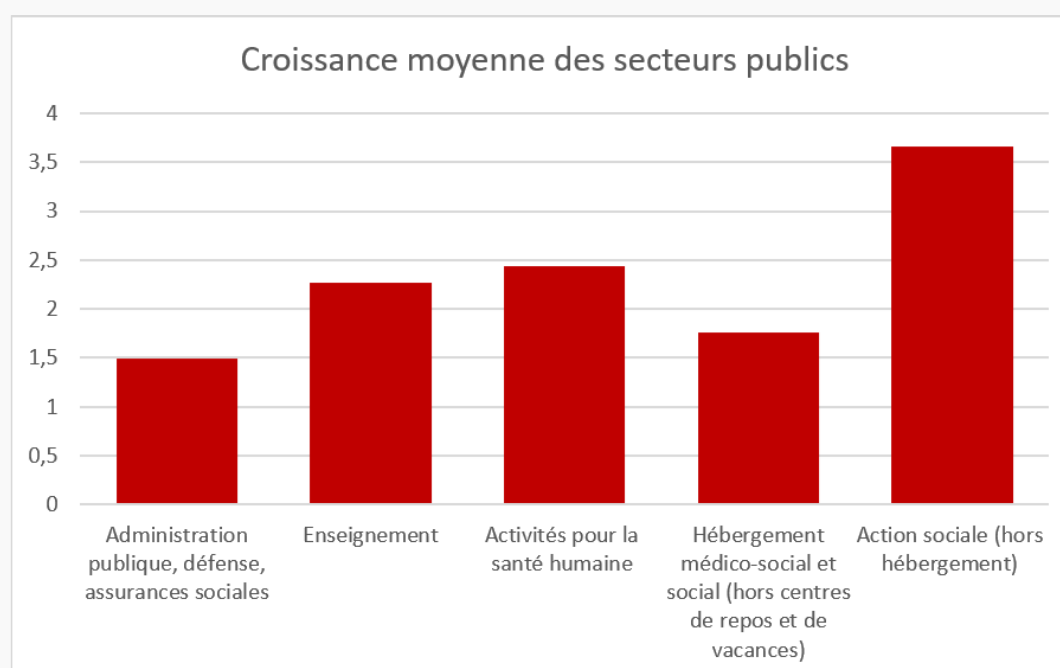
D'un coup d'oeil

- Plus de quatre emplois créés sur dix le sont dans des secteurs proches de l'État
- L'État croît plus vite que le secteur privé. Cette évolution n'est pas durable et entraîne un gonflement des effectifs de l'État
- Si les secteurs proches de l'État réduisaient leurs effectifs de 1% par an, l'appareil étatique de la Suisse serait comparable à celui des pays les plus efficaces du monde d'ici à 2050

À première vue, les chiffres relatifs à l'emploi en Suisse font bonne impression: plus d'un demi-million de nouveaux postes ont été créés entre 2015 et 2023. Ni la numérisation ni la pandémie n'ont entraîné une apocalypse sur le marché du travail en Suisse. Mais tout ce qui brille n'est pas de l'or. Près de la moitié des nouveaux emplois ont été créés dans des secteurs proches de l'État qui connaît une croissance beaucoup plus soutenue que l'économie privée. Si les choses continuent ainsi, la Suisse aura le plus grand appareil étatique d'Europe avant la fin du siècle.

Où l'État croît-il?

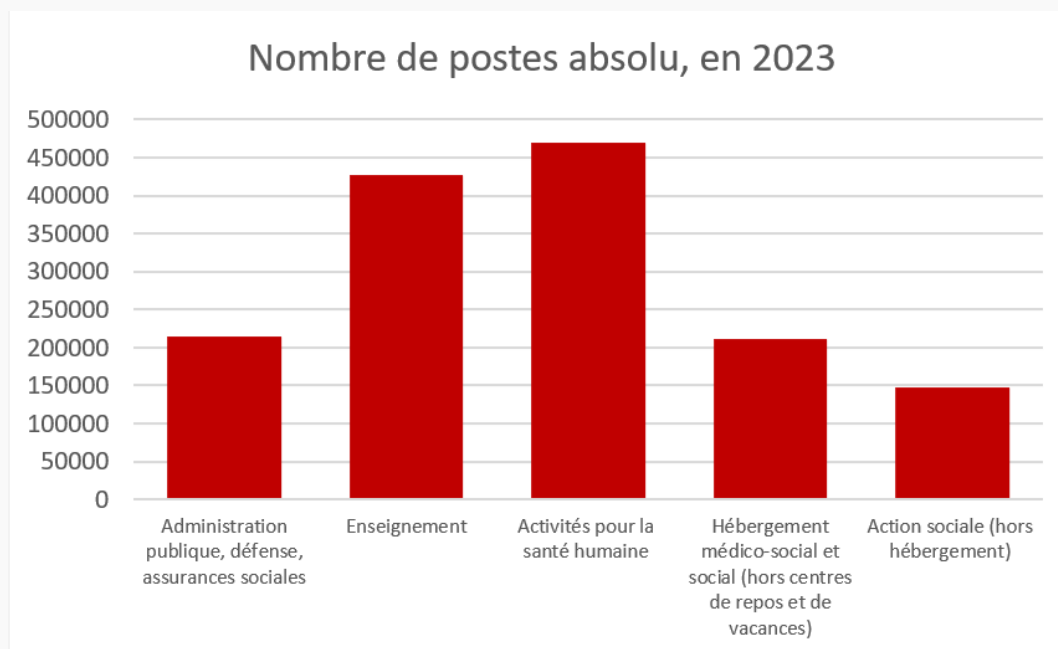
Figure n° 1



Tous les secteurs proches de l'État croissent plus fortement que le secteur privé, où le nombre d'employés progresse de 1% par an environ. La croissance a été la plus forte dans le domaine social, suivi de la santé et de l'éducation. Mais ces derniers étant les grands employeurs de l'État, ils se taillent la part du lion dans la croissance des secteurs proches de l'État: 82 425 postes ont été créés dans le secteur de la santé et 70 076 personnes supplémentaires ont été embauchées dans l'éducation et l'enseignement. Dans les autres secteurs

proches de l'État, la croissance des emplois se situait entre 24 000 et 30 000 personnes entre 2015 et 2023.

Figure n° 2



Les domaines où il reste une marge de manœuvre

Il est indéniable que l'État doit lui aussi relever des défis et que cela nécessite des créations de postes. À long terme, on peut citer les défis liés au vieillissement démographique et à l'augmentation des besoins en soins. Des événements exceptionnels comme la pandémie entraînent également des besoins temporaires en personnel. Parallèlement, la méga-tendance de la numérisation et de l'IA offre un potentiel massif en termes d'amélioration de l'efficacité. Le secteur privé en tire déjà profit. Sachant qu'avec une croissance persistante de l'État, la moitié des salariés travailleraient dans des secteurs proches de l'État d'ici à la fin du siècle, il convient de rectifier le tir. Quels sont les domaines de l'État qui s'y prêtent le mieux ?

Aujourd'hui, il n'y a plus de besoins supplémentaires liés à la pandémie. Cependant, le nombre de postes n'a pas diminué en conséquence. Dans le secteur de la santé, il convient ainsi de se demander quels vestiges de la pandémie sont désormais encore nécessaires. Dans le domaine de l'éducation

et de l'enseignement, il convient d'examiner si l'augmentation des postes reflète l'évolution du nombre d'élèves. Dans les écoles, il faut en outre accorder une attention particulière à l'évolution de la charge administrative. En définitive, l'État suisse doit devenir globalement plus efficace. Dans la mesure du possible, il importe de simplifier voire d'automatiser des processus avec la numérisation ou l'utilisation de l'IA. Notre récent dossierpolitique sur les changements structurels montre qu'une taille durable de l'État pourrait être atteinte d'ici à 2050. Pour ce faire, les secteurs proches de l'État devraient supprimer aux alentours de 1% de leurs effectifs chaque année. Des profils intéressants pour le secteur privé seraient ainsi disponibles et cela permettrait de lutter contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.



Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste, membre de la direction



Fabian Scheidegger

Collaborateur de projet Politique économique et formation